

A en croire le journal Le Monde, L'administration américaine pourrait prendre très bientôt des sanctions contre 27 membres du régime du président Biya.

Selon cette information du journal Le Monde, relayée par le site coupsfrancs.com, les États-Unis envisagent prendre des sanctions financières contre certaines personnalités du régime qui seront interdites de séjour sur le sol américain. En plus, apprend-on, leurs avoirs seraient gelés. Le Département d'État américain aurait déjà à cet effet établi une liste de 27 personnalités du régime Biya contre lesquelles ces sanctions seront appliquées.

Une mesure contraignante pour le pouvoir de Yaoundé à ouvrir dans l'urgence un dialogue inclusif pour trouver des solutions à la grave crise sociopolitique qui, depuis plus deux ans fragilise les deux régions anglophones du Cameroun.

En visite au Cameroun, Tibor Nagy, le sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines est revenu sur le conflit en indiquant que le dialogue national doit être absolument ouvert pour trouver une solution. Parce que, expliquait-il « les pauvres gens du Nord-ouest et du Sud-ouest souffrent tellement ». « Nous devons donc nous concentrer sur cela et peut-être aller plus loin et envisager un forum international », ajoutait-il.

Pour l'émissaire américain, « le gouvernement sous-estime l'ampleur du problème ». De ce fait, il ne ferait pas preuve d'un « grand sérieux » pour résoudre la crise. Le « forum international » apparaît donc comme un moyen d'empêcher de tourner en rond.

Avant, le « Monsieur Afrique » du département d'État américain a tenu à souligner qu'il y a une convergence de vues entre Washington et les autres pays occidentaux sur le Cameroun. « Avant de commencer ce voyage, j'ai eu l'occasion d'être à Paris et de rencontrer des directeurs Afrique des pays du G7. Et je suis absolument ravi que nous ayons vraiment des points communs sur le Cameroun », confiait Tibor Nagy.

L'Union Européenne (UE) avait dans un communiqué regretté un « nombre inacceptable de victimes et un impact lourd en termes humanitaire et économique » et appelait à « un dialogue inclusif » pour régler la crise.

Le gouvernement avait pour sa part réagi en dénonçant « l'ingérence des puissances étrangères dans les affaires intérieures du Cameroun ».